

Article sélectionné dans

La Matinale du 09/10/2017 Découvrir l'application (<http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?>

re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e)

## Au centre des impôts de Lannemezan : « On n'est que des pions »

Dans cette ville des Hautes-Pyrénées, la suppression du service des impôts des entreprises alimente le malaise des salariés.

LE MONDE | 10.10.2017 à 06h40 • Mis à jour le 10.10.2017 à 12h06 | Par Sylvia Zappi (*/journaliste/sylvia-zappi/*) (Lannemezan, Hautes-Pyrénées, envoyée spéciale)



Nadine Barreau, contrôleur principale : « Les contribuables qu'on reçoit sont très en colère. » MATHIEU RONDEL / HANS LUCAS POUR LE MONDE

C'est l'heure de la pause méridienne, et les agents sont remontés comme des pendules, lundi 9 octobre, veille de grève nationale des fonctionnaires. Sur le parking du centre des impôts de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), un bâtiment gris tout en long à l'entrée de la ville, les discussions tournent autour de l'avenir des « neuf ».

Neuf, c'est le nombre de fonctionnaires du service des impôts des entreprises qui doivent à terme partir à Tarbes, laissant sur place la division pour les particuliers. Une suppression de service qui vient s'ajouter à une longue série de restrictions et alimente le malaise.

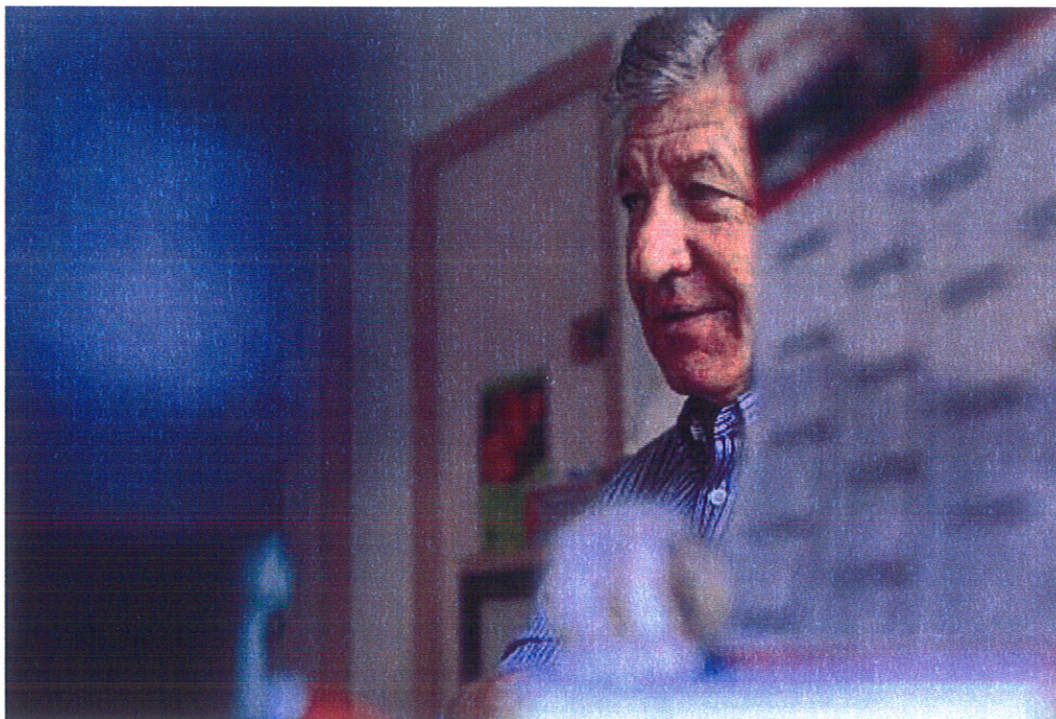
**Lire aussi : CSG, point d'indice, jour de carence : les causes du malaise des fonctionnaires** ([/economie-francaise/article/2017/10/10/csg-point-d-indice-jour-de-carence-les-causes-du-malaise-des-fonctionnaires\\_5198622\\_1656968.html](http://economie-francaise/article/2017/10/10/csg-point-d-indice-jour-de-carence-les-causes-du-malaise-des-fonctionnaires_5198622_1656968.html))

L'annonce a été faite au cœur de l'été par la direction départementale des finances publiques au nom du développement nécessaire de l'e-administration. Pas de menace directe sur le personnel, dont une part pourra rester, mais un service qui disparaît. Trois mois plus tard, l'incrédulité est encore palpable. « C'a été très abrupt, témoigne Nadine Barreau, contrôleur principale. Les contribuables qu'on reçoit sont très en colère car aller déclarer sa TVA ou faire calculer son impôt à des agents qu'on ne connaît pas, c'est pas évident pour des agriculteurs ou de tout petits artisans. Ils sont perdus. »

**« J'ai peur que cela se perde »**

Dans un climat politique où il semble de bon ton d'attaquer les fonctionnaires, ces agents ont l'impression que l'Etat les abandonne. Le ministère pousse à la numérisation d'un nombre de plus en plus grand de services au public mais, pour ces agents, les usagers ne pourront pas suivre : « *Ceux qui ont besoin de nous, ce sont ceux qui viennent des villages, qui ne s'en sortent pas. Ils nous racontent leurs malheurs et nous, on essaie de trouver une solution. J'ai peur que cela se perde* », lâche, dépitée, Marie-José, contrôleuse qui ne souhaite pas donner son nom.

Au-delà de l'éloignement de 40 kilomètres de leur poste de travail, c'est aussi un esprit de proximité qu'ils veulent défendre. « *C'est pour ce contact avec les gens que je me bats. C'est essentiel dans un service en milieu rural. C'est comme ça que je me sens utile* », insiste Leïla Bazerque, contrôleuse.



Le maire (PS) de Lannemezan, Bernard Plano, s'est prononcé contre la délocalisation du service des impôts des entreprises à Tarbes. MATHIEU RONDEL / HANS LUCAS POUR LE MONDE

Pétitions, rassemblement devant le centre de Tarbes, interpellation des élus avec l'intersyndicale, les agents de Lannemezan se sont beaucoup démenés pour éviter leur délocalisation. Ils se disent forts du soutien des élus de la ville, du département, de la région, des députés et sénateurs. Du Parti radical de gauche au Parti socialiste, en passant par le Parti communiste et même La République en marche, toutes les forces politiques ont affiché leur encouragement. « *Les signes que les services publics désertent nos territoires sont devenus insupportables* », affirme Bernard Plano, maire PS de Lannemezan.

### « Rentable »

Mais, derrière cette mobilisation, leurs interrogations sur le sens de leur travail, on sent poindre le sentiment de ne plus guère compter pour Paris. « *Ça fait quinze ans qu'on nous supprime des postes chaque année sur le département. En exigeant de ne faire que ce qui est rentable, on nous demande de faire moins bien notre travail* », dit agacé Philippe Peres, agent de catégorie C. La rancœur s'est nourrie de mille signes en plus des restrictions budgétaires : le point d'indice de nouveau gelé, la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG), qui va peser sur des salaires qui stagnent, la réforme des retraites annoncée et vécue comme un énième mauvais coup...

« *J'ai choisi d'être fonctionnaire après avoir été dans le privé. Mais voir que c'est toujours les petits emplois qui trinquent alors qu'à Paris, dans les directions, il y a du monde et qu'on ne supprime pas de postes... On n'est que des pions* », déplore Gabriel Chantelot, agent au service comptabilité.

La grève et la manifestation de mardi 10 octobre sont une évidence pour beaucoup. Même pour les collègues de la trésorerie voisine, non concernés par la restructuration. Dans cette commune de 6 500 habitants, les agents sont souvent fils d'un ouvrier de feu l'arsenal ou fille d'un ancien d'Alstom, et la culture ouvrière y est encore forte. Au centre de Lannemezan, un fonctionnaire sur deux est syndiqué.



José Navarro, secrétaire départemental de la CGT finances. MATHIEU RONDEL / HANS LUCAS POUR LE MONDE

« Les agents n'en peuvent plus d'entendre qu'ils sont une charge pour la collectivité. On va avoir du monde mardi », assure José Navarro, délégué départemental de la CGT des finances publiques. Philippe Villedieu, son alter ego de Solidaires, veut aussi croire que le mouvement sera plus suivi que lors des dernières journées d'action : « Les agents en ont marre d'être les boucs émissaires de la crise », dit-il.